

La migration de retour favorise-elle l'insertion sur le marché du travail malien ? Une analyse à partir des données de l'EMOP

I. Bouare
M. Kuepie
A.-S. Robilliard
A. Sougane¹

Cet article étudie les chances d'insertion sur le marché du travail des migrants de retour au Mali à partir des données de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) réalisée en 2011. Nous analysons d'une part l'impact de la migration de retour sur l'orientation sectorielle sur le marché du travail et d'autre part son effet sur le niveau de revenus des activités. Les résultats montrent que les migrants de retour sont le plus souvent en activité dans le secteur agricole par rapport aux non migrants. Il existe, cependant, des disparités selon le pays de provenance. Alors que les migrants de retour d'un pays de la CEDEAO ont une chance plus élevée que les non migrants de travailler dans le secteur agricole, ceux revenant des pays d'Europe et d'Amérique ont une faible probabilité d'y exercer leurs activités. Par ailleurs, notre étude indique également une différenciation de l'impact de la migration sur la rémunération du travail selon le sexe. Alors que chez les femmes l'expérience migratoire ne semble pas jouer de rôle significatif quelle que soit la provenance, chez les hommes en revanche, l'expérience migratoire a bien plus d'influence sur la rémunération du travail.

Introduction

Aujourd'hui, le phénomène migratoire a pris de l'ampleur et s'est développé aussi bien dans ses dimensions nationales qu'internationales. Ainsi, on dénombrait sur la planète plus de 230 millions de migrants en 2013 soit 3,2 % de la population mondiale et leur nombre a augmenté de 1,5 fois en presque 25 ans (Nations Unies, 2013). Ces statistiques sont à mettre en relation avec le rendement économique de la migration et le rôle que ce phénomène joue dans la vie des pays en développement. En effet, les migrants interviennent dans la vie socio-économique de leurs pays

d'origine en y réinvestissant ou transférant une partie des revenus gagnés à l'étranger. Les transferts d'argent des migrants vers les pays en voie de développement ont poursuivi leur hausse, malgré la conjoncture économique. Selon une prévision de la Banque Mondiale, ils devraient connaître une croissance de 6,3 % en 2013, pour s'établir à 414 milliards de dollars (Banque Mondiale, 2013).

Le Mali est aussi un pays marqué par d'importants mouvements migratoires sur le plan international. De par sa situation géopolitique et stratégique, c'est un pays de départ, de transit par excellence et de destination. Cette trilogie place le pays au cœur de

¹ Issa Bouare est statisticien, cadre à l'INSTAT Mali ; Mathias Kuepié est démographe, chercheur au LISER (Luxembourg) ; Anne-Sophie Robilliard est économiste, chercheuse à DIAL (IRD et Université Paris-Dauphine) ; Arouna Sougane est statisticien, cadre à l'INSTAT Mali.

la question migratoire et fait de son territoire un espace exposé aux effets, aussi bien positifs que négatifs, du phénomène. L'origine de la tradition migratoire au Mali remonte à un récit fondateur qui met l'accent sur les facteurs répulsifs (ou push) de la migration. En effet, d'après la tradition orale, les migrations au Ouagadou (actuel Mali) seraient parties d'une malédiction ayant engendré une grande sécheresse suite à la mort de son génie protecteur. Le pays, plongé dans une disette sans précédent, ses habitants, les Sarakollés (ou Soninké), se sont dispersés dans le monde à la recherche d'un mieux-être (Traoré, 2012).

Plusieurs travaux ont tenté de mesurer les effets de la migration sur la situation des individus restés sur place. Le devenir des individus au retour d'une expérience migratoire constitue une autre dimension à travers laquelle la migration peut affecter la communauté de départ. Cette question qui est peu étudiée dans le cas du Mali, est abordée dans le présent article. La caractérisation des migrants de retour et de leur position sur le marché de travail est encore incomplète. L'objectif de cet article est de pallier ces insuffisances en mobilisant les données de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) de 2011 pour analyser l'insertion des migrants de retour sur le marché du travail. La question est notamment de savoir si l'expérience migratoire constitue un atout ou un frein à l'insertion sur le marché du travail.

Cet article comporte quatre sections. Nous présentons tout d'abord une brève revue de la littérature sur le sujet (section 1), les données, la méthodologie et les modèles économétriques sont développés dans la section 2. Les statistiques descriptives sont présentées dans la section 3 pendant que les principaux résultats économétriques sont commentés dans la dernière section.

Revue de littérature

La contribution des migrants au développement de leurs pays d'origine résulte de la combinaison des ressources qu'ils transfèrent avant et au moment de leur retour (capital humain, financier et social) et du rendement de celles-ci. Dans la littérature économique, les études réalisées sur la question des migrations de retour ont cherché à mesurer les avantages sur le marché de l'emploi acquis par les migrants de retour du fait de leur expérience migratoire. Il s'agit notamment de traiter la question en regardant dans quelle mesure les migrants de retour occupent un statut dans l'emploi plus favorable, bénéficient d'une prime salariale lorsqu'ils occupent un emploi salarié ou d'une productivité supérieure lorsqu'ils s'établissent à leur compte par rapport aux non migrants. Les travaux empiriques qui portent sur les performances

des migrants de retour sur le marché du travail examinent, par exemple, dans quelle mesure ces derniers parviennent à mettre en application chez eux ce qu'ils ont appris à l'étranger, en comparant les salaires des migrants de retour à ceux de leurs concitoyens non migrants (voir notamment Enchautegui, 1993 ; Co, Gang et Myesong-Su, 2000 ; de Coulon et Piracha, 2005).

L'analyse de cette question est rendue compliquée par le fait qu'une comparaison simple des non migrants et des migrants de retour ignore les effets de sélection. On parle d'effet de sélection lorsque les individus étudiés présentent des caractéristiques différentes de celles qu'auraient des individus tirés au hasard au sein d'une population donnée. S'agissant des migrants (et des migrants de retour), la présence d'une auto-sélection est généralement démontrée (voir notamment Borjas et Bratsberg, 1996). Le processus de sélection est dit positif si les migrants qui prennent la décision de migrer (ou de rentrer dans le cas des migrants de retour) sont par exemple plus aptes ou plus motivés en moyenne que ceux qui ne migrent pas. A contrario, la sélection est négative si les migrants sont moins aptes ou moins motivés en moyenne que ceux qui ne migrent pas. Ignorer ce phénomène d'auto-sélection des migrants et des migrants de retour peut conduire à une estimation biaisée de la prime salariale attribuable à l'expérience acquise à l'étranger. Dans le cas de la migration de retour, cette sélection a pu jouer à deux étapes : au moment de la décision de migrer puis au moment de la décision de revenir. Il importe donc de prendre en compte ces effets de sélection, au minimum ceux liés à des caractéristiques observables, et, au mieux, ceux également liés aux caractéristiques inobservables, afin d'isoler, autant que faire se peut, l'effet propre de la migration des effets de sélection. Si on se limite aux migrants de retour qui nous intéressent au premier chef dans cette étude, les recherches empiriques visant à déterminer dans quel sens va la sélection aboutissent à des résultats mitigés. Pendant que certaines montrent que les migrants de retours sont plutôt les plus éduqués qui ont le plus souvent tendance à rentrer (Nekby, 2006; Jensen and Pedersen(2007)), d'autres arrivent à la conclusion inverse (Dustmann, 2003).

En ce qui concerne plus spécifiquement le rendement de l'expérience migratoire sur le marché du travail du pays d'origine, des résultats contrastés émergent également des études empiriques. A partir de données collectées en 1980 auprès d'un échantillon de migrants portoricains rentrés des Etats-Unis au cours des années 1970, Enchautegui (1993) trouve que l'expérience à l'étranger n'a pas d'impact sur les salaires et n'apparaît donc ni valorisée, ni pénalisée. L'explication privilégiée par l'auteur est que les migrants portoricains occupent des emplois peu qualifiés ne permettant pas

l'accumulation de capital humain. A l'inverse, à partir d'un large panel de ménages hongrois, Co et al. (2000) trouvent que l'expérience migratoire n'est pas neutre et que les migrants de retour bénéficient d'une prime salariale sur le marché du travail. Leurs résultats suggèrent en outre que cette prime est plus élevée pour les femmes que pour les hommes et qu'elle varie selon le pays dans lequel le séjour en migration a été effectué. Ainsi, à caractéristiques identiques, les femmes ayant séjourné dans un pays de l'OCDE touchent à leur retour une rémunération plus élevée de 67 % en moyenne que celle versée à leurs homologues sans expérience migratoire, alors que celles de retour d'un pays situé hors de l'OCDE ne bénéficient d'aucune prime salariale. Un résultat similaire a aussi été mis en évidence par de Coulon et Piracha (2005) à partir de l'analyse des données albanaises. Ils trouvent que, à caractéristiques égales, les migrants de retour bénéficient d'une prime salariale par rapport aux non migrants. Ils montrent en outre que les migrants sont négativement sélectionnés par rapport aux non migrants. En d'autres termes, si les migrants de retour avaient fait le choix de ne pas migrer, leurs performances sur le marché du travail albanais auraient été moins bonnes en moyenne que celles enregistrées par les non-migrants. Plus récemment, toujours sur des données albanaises, Piracha et Vadean (2010) ont exploré l'impact de la migration de retour sur l'économie albanaise en analysant le choix professionnel des migrants de retour en différenciant explicitement l'auto-emploi entre travail à son compte et entrepreneuriat. Les auteurs constatent que les travailleurs pour compte propre ont des caractéristiques plus proches des non-participants dans le marché du travail (c.-à-d. faible niveau d'instruction), tandis que l'entrepreneuriat est positivement lié à la scolarisation, la maîtrise des langues étrangères et l'épargne accumulée à l'étranger. En outre, par rapport aux non migrants, les migrants de retour sont beaucoup plus susceptibles d'être des entrepreneurs, montrant l'impact positif de la migration sur les activités créatrices d'emplois en Albanie.

Quelques études quantitatives du même type ont porté sur des migrants de retour africains. Un travail mené par Brydon (1992) sur des migrantes ghanéennes conclut à un impact négligeable en raison du très faible niveau de qualification des emplois occupés par la plupart de ces femmes lors de leur séjour en migration. En pratique, même les migrants ayant acquis de l'expérience et de nouvelles compétences lors de leur séjour en migration ne réussissent pas toujours à en tirer profit lors de leur retour, notamment ceux originaires du milieu rural qui font le choix de s'y réinstaller (la majorité des migrants originaires du Mali sont dans cette situation). Il est en effet difficile de mettre en application des compétences techniques acquises par exemple dans le secteur

industriel en milieu rural où les infrastructures sont défaillantes. En milieu urbain où l'accès à l'emploi se fait bien souvent via des réseaux informels, les migrants peuvent en outre être pénalisés dans leur recherche d'emploi s'ils ne sont pas parvenus à conserver des liens suffisamment forts avec leurs réseaux pendant qu'ils séjournent à l'étranger.

En exploitant les données des enquêtes 1-2-3 du projet PARSTAT sur 7 capitales économiques d'Afrique de l'Ouest, De Vreyer et al. (2010) trouvent en moyenne que la participation des migrants de retour sur le marché du travail urbain est plus élevée que celle des non migrants. Ce résultat recouvre néanmoins de fortes disparités selon le pays de destination de la migration. En particulier, la participation des migrants de retour d'un pays de l'OCDE au marché du travail est systématiquement plus élevée que celle des non migrants. L'étude suggère également que la forte participation des migrants de retour ayant résidé dans un pays de l'OCDE dans le secteur formel (privé ou public) s'explique par leur niveau d'éducation élevé, mais peut également être le signe que le séjour à l'étranger leur a permis d'acquérir des compétences spécifiques qui sont valorisées dans le secteur formel. Les résultats des analyses montrent qu'à part l'âge et le sexe, les migrants de retour d'un pays de l'UEMOA ont des caractéristiques individuelles et d'insertion sur le marché du travail qui sont proches de celles des non-migrants. En revanche, les migrants de retour d'un pays de l'OCDE sont significativement plus éduqués, plus actifs et plus riches que les non-migrants. En termes de gains, les résultats suggèrent que l'expérience migratoire se traduit par une prime substantielle pour les migrants de retour d'un pays de l'OCDE mais pas pour les autres migrants.

Dans le cas de Dakar, Mezger, Kveder et Flahaux (2013) appliquent des méthodes mixtes pour examiner la situation professionnelle des migrants de retour et des non migrants sénégalais à Dakar et explorer le rôle d'expériences différenciées de migration dans les trajectoires professionnelles. L'analyse utilise des données quantitatives de l'enquête MAFE-Sénégal (2008) et des entretiens semi-structurés qualitatifs avec des migrants de retour. Alors que les rapatriés ne semblent pas abandonner le marché du travail, ils sont surreprésentés parmi les travailleurs indépendants. L'auto-emploi n'est cependant pas nécessairement associé à des expériences migratoires positives : plutôt qu'un choix, il apparaît souvent comme un « dernier recours » pour les personnes qui n'étaient pas en mesure d'accumuler du capital ou de préparer leur retour.

Données et méthodes

Description des données

Les données utilisées dans cet article sont issues de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) réalisée en 2011 par l'Institut National de la Statistique (INSTAT). L'EMOP est un dispositif d'enquête visant la production régulière et permanente des données sur la situation socioéconomique des ménages et des individus. C'est une enquête nationale dont les résultats sont représentatifs au niveau national, par région administrative et par milieu de résidence (urbain et rural). Elle est réalisée auprès d'un échantillon de 7 200 ménages tirés selon un plan de sondage stratifié à deux degrés (INSTAT, 2011). Elle comprend quatre passages de trois mois chacun. Le questionnaire de l'enquête comporte un module de base qui traite des caractéristiques sociodémographiques et économiques des individus et des ménages afin de fournir les indicateurs nécessaires au suivi de la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Un (ou plusieurs) module(s) supplémentaire(s) peut(vent) être inséré(s) à la demande des utilisateurs de données statistiques ou pour tenir compte des besoins spécifiques nés à un moment donné. C'est dans ce cadre que l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), à travers l'Unité Mixte de Recherche DIAL, a collaboré avec l'INSTAT pour introduire un module détaillé sur la migration au deuxième passage de l'enquête en 2011. La collecte s'est déroulée du 1er juillet au 30 septembre 2011. À l'issue du traitement des données, la base comprend 77 246 enregistrements d'individus membres de 6 912 ménages résidant dans 1 200 sections d'énumération.

En plus des informations sur les membres des ménages qui résident en dehors de la localité depuis plus de six mois (émigrants), l'enquête s'est intéressée à l'expérience migratoire des membres présents au moment de la collecte. Ceci a permis de dénombrer aussi bien les immigrants (internes ou internationaux) que les migrants internationaux de retour. On entend par migrant de retour, un individu ayant effectué au moins un séjour de plus de six mois en dehors de sa localité de résidence mais qui y réside au moment de l'enquête. Lorsque le déplacement s'est effectué en dehors des limites du

territoire national, on parle de migrant international de retour. Il est appelé migrant interne de retour quand le changement de résidence s'est fait à l'intérieur du territoire. Étant donnée l'absence d'information sur le lieu de naissance des membres des ménages, il n'a pas été possible d'identifier cette catégorie de migrant de retour. L'étude porte donc essentiellement sur les migrants internationaux de retour.

Nos principales variables d'intérêt sont le statut professionnel, le secteur d'activité, le revenu et les différentes caractéristiques sociodémographiques comme l'âge, le sexe, le statut matrimonial et le niveau d'instruction. Les informations relatives à la profession sont obtenues à partir d'une section qui renseigne les questions classiques sur l'emploi. Elles permettent de classer les adultes suivant leur situation dans l'emploi et d'identifier le secteur d'activité de ceux qui exercent un emploi au moment de l'enquête.

Toutes ces informations sont collectées au cours des différents passages de l'EMOP. Le statut professionnel (ou situation dans l'emploi) est obtenu lors du troisième passage en combinant un certain nombre de questions permettant de distinguer les chômeurs, les inactifs et les actifs occupés. La détermination des revenus est très difficile lors des enquêtes auprès des ménages dans les pays en développement comme le Mali. Dans le cadre de l'EMOP, il est déterminé de façon directe à travers la question suivante : Combien avez-vous gagné le dernier mois dans votre emploi principal ? Pour les agriculteurs, on estime la valeur de sa production à laquelle on retranche les différentes dépenses d'intrants. Le montant obtenu est divisé par douze pour obtenir le revenu mensuel.

Méthodologie

Nous analysons dans cette section l'impact de la migration de retour, d'une part sur l'orientation sectorielle sur le marché du travail et, d'autre part, sur le niveau des revenus d'activité. Pour chacun de ces objectifs, nous mobilisons un certain nombre de méthodes économétriques. Comme indiqué dans la section précédente, la sélection des migrants de retour aux deux étapes clés que constituent les décisions de départ puis de retour pose un certain nombre de problèmes méthodologiques. Il est en effet probable que les individus qui sont partis en migration puis revenus dans leur pays d'origine aient des caractéristiques observables et inobservables différentes des individus non migrants. Dans ce travail, le problème de la sélection est traité du point de vue des caractéristiques observables disponibles dans la base de données, dont le niveau d'éducation. La prise en compte des caractéristiques inobservables (motivation et autres capacités non mesurables) supposerait de pouvoir disposer d'instruments

¹ Depuis l'Enquête Malienne sur les Migrations et l'Urbanisation (EMMU) en 1996, cette opération est la première du genre à collecter des informations détaillées sur la migration au sein des ménages au Mali. L'auteur, en tant que cadre de l'INSTAT, a activement participé à la conception et à la supervision de l'opération sur le terrain ainsi qu'au traitement des données.

adéquats permettant de contrôler les biais potentiels. Les données disponibles ne permettent malheureusement pas de disposer de tels instruments pour traiter cette dimension du problème de manière suffisamment convaincante. Les méthodes mobilisées permettent en revanche de traiter le problème concomitant de sélection dans l'activité (ou dans le secteur) dans l'estimation des revenus.

Analyse de l'orientation sectorielle

Posons S_j les différents secteurs d'activité : S_0 = sans emploi, S_1 = secteur agricole, S_2 = secteur informel non agricole, S_3 = secteur privé formel, S_4 = secteur public. S_j peut être considéré comme une réalisation d'un ensemble S^*j de variables continues latentes, qui mesure la capacité à s'orienter vers le secteur S_j .

Pour chaque individu i , supposons que la capacité à intégrer le secteur S_j est linéairement liée à ses caractéristiques : $S^*ij = \alpha_j' M_i + \beta_j' X_i + \varepsilon_{ij}$ où M_i est le vecteur des variables décrivant la migration de retour (statut migratoire et provenance) et X_i est un vecteur des variables de contrôle, α_j et β_j sont des paramètres à estimer et ε_{ij} un terme d'erreur aléatoire. La probabilité pour l'individu i d'intégrer le secteur S_j est égale à la probabilité que la fonction de propension pour le secteur S_j de cet individu soit supérieure à celle associée aux autres secteurs :

$$\text{Prob}(S^*ij > S^*ik) \text{ quel que soit } k \neq j ; k = 0, 1, 2, 3$$

En remplaçant S^*ij et S^*ik par leurs expressions, on obtient :

$$\text{Prob}(\alpha_j' M_i + \beta_j' X_i + \varepsilon_{ij} > \alpha_k' M_i + \beta_k' X_i + \varepsilon_{ik}) = \text{Prob}[(\alpha_j' M_i + \beta_j' X_i) - (\alpha_k' M_i + \beta_k' X_i) > \varepsilon_{ik} - \varepsilon_{ij}] \text{ avec } k \neq j$$

La forme de l'équation de participation dépendra de l'hypothèse adoptée concernant la distribution des termes d'erreur. Si nous supposons que les erreurs sont indépendantes et identiquement distribuées selon une distribution de Weibull, alors la différence entre les erreurs suit une distribution logistique et la probabilité que l'individu i choisisse le secteur S_j peut s'écrire :

$$\text{Prob}(S_{ij} = s_j) = \exp(\alpha_j' M_i + \beta_j' X_i) / \sum_k \exp(\alpha_k' M_i + \beta_k' X_i) \text{ avec } k \text{ variant de } 0 \text{ à } 4$$

Afin de rendre le modèle identifiable, il faut contraindre les coefficients d'une des alternatives à zéro (catégorie de référence). Les autres coefficients, estimés en général par la méthode du maximum de vraisemblance, représentent alors des effets relatifs par rapport à la modalité choisie comme référence.

Analyse de l'impact de la migration sur des revenus

La modélisation de l'impact des migrations sur les

revenus d'activité est effectuée ici conjointement à l'orientation sectorielle : posons, comme ci-dessus, que :

$$S^*ij = \alpha_j' M_i + \beta_j' X_i + \varepsilon_{ij}$$

et

$$Y_{ij} = \delta_j' M_i + \zeta_j' Z_i + \eta_{ij}$$

Y_{ij} indique le revenu obtenu par l'individu i en travaillant dans le secteur j , avec $j = 1$ (agricole), 2 (informel non agricole), 3 (privé formel) ou 4 (public). Z_i est le vecteur des caractéristiques observables de l'individu, pouvant être ou non identique à X_i ; M_i est défini comme ci-dessus, δ_j et ζ_j les paramètres à estimer et η_{ij} un terme d'erreur. Or Y_{ij} n'est observé que si le secteur j est choisi et, par conséquent, η_j et ε_j ont des chances d'être dépendants. Si c'est le cas, les estimateurs obtenus par les moindres carrés ordinaires (MCO) seront biaisés.

Afin de corriger le biais dû à la sélection dans un secteur plutôt qu'un autre, plusieurs méthodes peuvent être mobilisées. Toutes ces méthodes, qui dérivent de la correction d'Heckman utilisée quand on considère uniquement une seule possibilité d'auto sélection (par exemple, être employé plutôt qu'inoccupé) consistent à utiliser les estimations de l'équation d'orientation sectorielle pour calculer des termes de corrections λ_{ij} à partir de la probabilité attendue que l'individu i travaille dans le secteur j . Ces facteurs de correction sont ensuite introduits dans l'équation de revenu pour chaque secteur j et permettent d'obtenir des estimateurs convergents des δ_j et ζ_j à partir des MCO.

Il existe plusieurs méthodes permettant de calculer les λ_{ij} . Nous pouvons notamment citer la méthode de Lee (1982) celle de Dahl (2002) et enfin celle de Durbin-McFadden (1984). La méthode de correction de Lee, qui est la première à avoir été développée, impose de fortes restrictions sur les distributions conjointes des termes d'erreur dans les équations d'intérêt (Vijverberg, 1993 ; Dahl, 2002 ; Bourguignon, Fournier et Gurgand, 2007). Les deux autres méthodes plus récentes sont plus flexibles. En outre, celle de Durbin-McFadden permet d'estimer les corrélations entre les termes d'erreurs, ce qui facilite l'interprétation des sélections. Aussi, dans le cadre de cette étude, nous avons utilisé une version de cette méthode, améliorée par Bourguignon, Fournier et Gurgand (2007). Une fois les équations estimées, les tests de la significativité des coefficients associés aux λ_{ij} permettent de juger de la nécessité des corrections. Comme nous le verrons dans l'interprétation des résultats, dans notre cas, les sélections ne peuvent en général pas être ignorées.

Une fois le type de méthode choisi, il importe de choisir avec discernement les variables d'identification, c'est-à-dire des variables

explicatives supplémentaires dans les équations d'orientation sectorielles qui seront omises dans celles des revenus d'activité. Idéalement, les variables d'identification doivent être fortement corrélées au choix sectoriel, mais ne pas avoir, en elles-mêmes, un effet propre sur les équations d'intérêt, c'est à dire ici ceux des revenus d'activités. Dans cette étude, nous avons utilisé les indicatrices de l'état matrimonial ainsi que celles du lien de parenté avec le chef de ménage. Comme nous le montrons, ces variables jouent un rôle important dans l'orientation sectorielle. Quant à la seconde condition, elle ne peut pas être empiriquement testée mais l'idée ici est que, si l'état matrimonial et le lien de parenté avec le chef de ménage jouent sur les choix d'activité et du secteur, une fois cette étape franchie, elles n'ont plus d'effet direct sur la productivité (et donc sur les revenus journaliers).

Statistiques descriptives

Répartition spatiale des 15 ans ou plus suivant leur statut migratoire

En 2011, la population malienne âgée de 15 ans ou plus était estimée à plus de huit millions de personnes parmi lesquelles 10,2% ont vécu, au moins une fois, à l'étranger pendant plus de six mois et 2,0% sont nées à l'extérieur du pays (Tableau 1). Plus de la moitié des migrants de retour, soit 6% de la population malienne âgée de

15 ans ou plus, sont revenus de Côte d'Ivoire ce qui reflète l'intensité des mouvements migratoires du Mali vers ce pays. A l'inverse, avec 0,4%, les migrants de retour d'un pays d'Europe ou d'Amérique représentent une très faible part de la population.

La répartition spatiale des migrants n'apparaît pas uniforme selon les origines. Ainsi, les migrants de retour d'Afrique (Côte d'Ivoire, CEDEAO et autre) sont plus concentrés en milieu rural par rapport aux non migrants, tandis que les migrants de retour hors Afrique (Europe/Amérique et reste du monde) sont plus concentrés à Bamako. Au niveau régional, les migrants de retour de Côte d'Ivoire sont particulièrement présents dans les régions de Sikasso et de Mopti. L'importance de la "colonie ivoirienne" à Sikasso s'expliquerait surtout par l'histoire migratoire dans cette région. Elle était particulièrement dirigée vers ce pays du fait de la proximité géographique et des opportunités offertes par le port maritime et les plantations des cultures de rente comme le café et le cacao. Les migrants de retour d'un pays de la CEDEAO se trouvent plus concentrés dans les régions de Kayes, de Mopti et de Gao, tandis que les migrants de retour d'un autre pays Afrique sont plus nombreux dans la région de Kayes. Pour les migrants d'Europe/Amérique, en dehors de Bamako, c'est dans la région de Sikasso qu'ils sont les plus nombreux puisqu'ils sont près de 40% à résider (contre 37% à Bamako).

Tableau 1:
Répartition spatiale selon le statut migratoire

Région	Non Migrant	Migrant de retour					Né à l'Etranger	à Total
		Côte d'Ivoire	CEDEAO	Autre Afrique	Europe / Amérique	Reste du Monde		
Observations	34 395	2 333	937	696	151	85	639	39 236
Effectifs (en milliers)	7 138	488	162	126	33	20	164	8 132
Distribution	87,8	6,0	2,0	1,5	0,4	0,3	2,0	100,0
Région								
Kayes	14,1	7,1	22,5	27,9	39,6	5,9	10,7	14,1
Koulikoro	16,4	7,8	6,5	14,6	10,6	2,1	15,3	15,6
Sikasso	15,7	36,2	7,2	12,3	1,9	23,9	26,0	16,9
Ségou	15,7	15,3	9,7	10,2	5,4	4,8	12,9	15,4
Mopti	12,9	25,0	21,2	6,8	2,3	21,3	11,2	13,7
Tombouctou	5,9	2,9	7,8	4,3	1,4	3,0	0,7	5,6
Gao	3,9	0,7	20,3	8,8	1,7	2,0	3,5	4,1
Kidal	0,5	0,1	0,2	2,2	0,0	0,0	0,1	0,5
Bamako	15,0	5,0	4,7	12,9	37,1	37,0	19,6	14,4
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Milieu de résidence								
Bamako	15,0	5,0	4,7	12,9	37,1	37,0	19,6	14,4
Autre urbain	9,8	9,3	11,1	11,9	5,0	7,6	6,6	9,7
Rural	75,3	85,7	84,2	75,2	57,9	55,4	73,8	75,9
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT, EMOP 2011, nos calculs.

A l'exception de Kayes et de Bamako, la proportion de migrants de retour en provenance d'un pays

africain dépasse 90% de l'ensemble des personnes ayant résidé à l'extérieur dans toutes les régions.

Elle atteint même 100% dans la région de Kidal où la migration est principalement orientée vers les pays d'Afrique du Nord, comme l'Algérie et la Libye.

Caractéristiques individuelles et statut migratoire

Dans cette section, nous nous intéressons aux principales caractéristiques des individus de 15 ans ou plus selon leur statut migratoire. Les migrants et les migrants de retour sont présentés dans la littérature comme des individus auto-sélectionnés qui décident de migrer puis, le cas échéant, de retourner après avoir comparé, en tenant compte de

certaines caractéristiques observables ou non observables, les gains espérés et les coûts d'opportunité du choix d'un lieu de résidence. Nous nous attendons à des différences significatives des caractéristiques moyennes des migrants de retour par rapport aux non migrants. Les données montrent l'existence de différences significatives, non seulement entre les migrants de retour et les non migrants mais aussi entre les migrants de retour selon leur lieu de séjour. Le tableau 2 donne la répartition des individus de 15 ans ou plus selon le statut migratoire et certaines caractéristiques comme l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et le statut matrimonial.

Tableau 2:

Caractéristiques individuelles selon le statut migratoire

Région	Non Migrant	Migrant de retour					Né à l'étranger	Ensemble
		Côte d'Ivoire	CEDEAO	Autre Afrique	Europe / Amérique	Reste du Monde		
Pourcentage d'hommes	44,8	74,2	71,3	75,8	76,4	64,6	41,4	47,7
Age moyen	34	44	46	44	51	46	31	35
<i>Répartition (%) selon le groupe d'âges</i>								
15-24 ans	38,0	8,5	8,0	9,6	6,2	8,0	38,3	35,0
25-34 ans	24,3	20,4	19,2	23,9	7,3	21,0	30,9	24,0
35-44 ans	15,1	23,5	24,4	22,1	22,7	13,3	14,6	15,9
45-54 ans	9,7	21,5	18,4	17,9	21,3	27,3	8,5	10,8
55-64 ans	6,3	15,1	13,5	13,2	18,4	18,2	4,8	7,1
65 ans et plus	6,7	11,2	16,5	13,2	24,1	12,2	2,9	7,2
<i>Niveau d'instruction</i>								
Nombre moyen d'années d'études	2,9	1,3	1,6	2,9	5,4	3,7	3,4	2,8
<i>Répartition (%) selon le niveau d'instruction</i>								
Sans niveau	62,1	78,4	74,1	58,8	49,8	55,0	55,4	63,1
Fondamental 1	15,9	14,0	15,7	22,5	9,9	16,6	18,8	15,9
Fondamental 2	10,5	3,9	5,2	8,9	9,5	7,2	12,1	10,0
Secondaire	6,6	1,7	1,8	2,8	8,8	9,6	7,1	6,2
Supérieur	5,0	2,1	3,2	7,0	22,1	11,6	6,6	4,9
<i>Situation Matrimoniale</i>								
Marié	58,7	86,1	84,0	83,8	89,1	77,9	66,5	61,5
Célibataire	34,5	8,6	8,7	11,0	5,8	16,3	29,6	31,8
Divorcé-veuf	6,8	5,3	7,3	5,2	5,2	5,9	3,9	6,7

Source: INSTAT, EMOP 2011, nos calculs.

Comme l'ensemble de la population malienne¹, les individus âgés de 15 ans ou plus sont majoritairement composés de femmes avec 52,4%. La relation entre statut migratoire et genre semble contradictoire suivant la zone d'étude. Dumont et Spielvogel (2008) ne trouvent pas de différence significative selon le genre dans les pays européens tandis que leurs estimations réalisées aux Etats-Unis indiquent des disparités entre hommes et femmes par rapport à la migration. Nos données montrent que les émigrés et les migrants de retour sont majoritairement des hommes. Quel que soit le

lieu de séjour, les femmes représentent au plus un tiers de la population ayant résidé au moins une fois à l'extérieur du pays.

L'âge moyen de la population étudiée est estimé à 35 ans. Par rapport aux non migrants, les migrants de retour ont un âge moyen supérieur de 9 ans. Les personnes nées à l'extérieur ont un âge moyen inférieur de quatre ans par rapport aux non migrants. Les différences observées sont également fortes entre migrants de retour provenant d'un pays africain et ceux provenant du reste du monde, surtout les pays d'Europe et d'Amérique. Ces derniers ont un âge moyen supérieur de 5 à 7 ans par rapport à leurs homologues revenus d'Afrique. Ces résultats se comprennent aisément dans la

¹ Cf. Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), INSTAT

mesure où la population étudiée comprend à la fois les non migrants et les futurs migrants. Près de deux tiers des non migrants ont entre 15 et 34 ans tandis que cette tranche d'âges ne dépasse guère le tiers parmi les migrants de retour quel que soit le lieu de séjour.

En appréhendant l'acquisition du capital humain par le biais de l'instruction, nous relevons que les migrants de retour pris ensemble ont un nombre moyen d'années d'instruction inférieur à celui des non migrants (2,1 contre 2,9 années). Ce faible niveau d'instruction des migrants de retour est surtout tiré par ceux revenant d'un autre pays africain, particulièrement de la Côte d'Ivoire dont plus des trois quarts sont non scolarisés. A contrario, les migrants de retour en provenance des pays d'Europe ou d'Amérique ont un nombre moyen d'années d'études deux fois supérieur à celui des non migrants. Ces résultats sont conformes avec ceux obtenus par De Vreyer et al. (2010) qui, en utilisant les données des enquêtes 1-2-3 en Afrique de l'Ouest, ont montré qu'il existe des différences importantes entre les migrants provenant d'un pays de l'OCDE, ceux provenant d'un pays d'Afrique de l'Ouest et ceux provenant d'un autre pays.

Dans l'ensemble, la grande majorité (61,5%) de la population concernée est mariée. Cette proportion est largement plus élevée au sein des migrants de

retour comparativement aux non migrants et aux personnes nées à l'étranger, ce qui peut s'expliquer par l'écart d'âge entre ces populations. A l'inverse, le pourcentage de célibataires est plus important dans les groupes de non migrants (34,5%) et des individus nés à l'extérieur (29,6%).

Situation dans l'emploi des migrants de retour

Les caractéristiques des migrants de retour (tableau 2), notamment en termes d'éducation et d'âge, présagent d'une situation dans l'emploi meilleure que celle des non migrants. Les données semblent confirmer cette intuition car la proportion des individus "actifs occupés" est plus élevée dans la population des migrants de retour comparativement à celle des non migrants (tableau 3). On note, cependant, des disparités très importantes en fonction des pays ou de la zone de provenance. Ainsi, les migrants de retour des pays africains, surtout de la Côte d'Ivoire ou d'un autre pays de la CEDEAO, sont plus actifs sur le marché du travail que ceux venant d'Europe, d'Amérique ou du reste du monde. Dans ces derniers cas, la situation dans l'emploi est moins favorable du point de vue de la participation que celle des non migrants.

Tableau 3:

Répartition de la population de 15 ans et plus suivant le statut migratoire et la situation dans l'emploi

Secteur d'activité	Migrants de retour						Né à l'étranger	Total
	Non Migrant	Côte d'Ivoire	CEDEAO	Autre Afrique	Europe / Amérique	Reste du Monde		
Sans activité	38,0	15,2	23,8	26,7	44,3	37,4	37,6	36,2
Agriculteur	34,0	61,6	49,9	37,2	22,4	24,9	22,8	35,7
Informel non agricole	23,2	20,7	20,4	29,1	14,3	29,2	33,7	23,3
Formel privé	1,5	1,0	2,6	1,8	6,1	0,7	2,2	1,5
Formel public	3,3	1,5	3,3	5,2	13,0	7,9	3,7	3,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT, EMOP 2011, nos calculs.

Le marché du travail malien reste dominé par le secteur informel. En effet, neuf actifs occupés sur dix exercent leur activité principale dans ce secteur. En moyenne, les migrants de retour sont plus souvent employés dans le secteur formel comparativement aux non migrants. A ce niveau également des disparités existent. Les migrants de retour en provenance des pays africains, notamment de la Côte d'Ivoire, sont moins présents dans le secteur formel. Leur participation dans ce secteur est nettement moins élevée que celle des non migrants. A contrario, en se concentrant sur les migrants de retour en provenance d'Europe et d'Amérique, leur présence dans le secteur formel est nettement plus élevée que celle des non migrants : un migrant de retour d'Europe ou d'Amérique sur

cinq travaille dans le secteur formel privé ou public contre seulement 4,8 % pour les non migrants. Ces résultats confirment ceux obtenus par De Vreyer et al. (2010) qui montrent que la participation sur le marché du travail secteur formel des migrants de retour d'un pays de l'OCDE est plus élevée que celle des non migrants.

Résultats de l'analyse multivariée

Allocation sectorielle

Comme précisé dans la partie méthodologique, nous avons estimé des modèles de régression multinomiale permettant de mesurer l'influence du statut migratoire sur l'insertion dans le marché du

travail. L'insertion est mesurée à travers cinq modalités : ne travaille pas (0), travaille dans le secteur agricole (1), travaille dans le secteur informel non agricole (2), travaille dans le secteur formel privé (3) travaille dans le secteur formel public (4). En plus des variables saisissant la migration de retour (statut migratoire et pays de

provenance), de l'éducation, du sexe, de l'âge et du milieu de résidence, un certain nombre de variables de contrôle (région de résidence au Mali, religion, lien de parenté avec le chef de ménage, statut matrimonial) sont également pris en compte dans les régressions.

Tableau 4 :

Régression logistique multinomiale de l'impact du statut migratoire sur le choix d'allocation sectorielle (ref=sans activité), ensemble des sexes

	(1) Agricole	(2) Informel non agricole	(3) Formel privé	(4) Formel public
Migrant de retour	0,248*** (4,78)	-0,080 (-1,33)	0,003 -0,020	-0,162 (-1,33)
Féminin	-1,256*** (-32,24)	-0,545*** (-12,87)	-1,572*** (-8,98)	-0,789*** (-7,22)
Age	0,102*** (23,05)	0,151*** (26,86)	0,230*** (9,4)	0,296*** (16,8)
Age ²	-0,00130*** (-27,61)	-0,00184*** (-29,27)	-0,00288*** (-10,04)	-0,00347*** (-16,77)
Année d'éducation	-0,288*** (-55,14)	-0,0925*** (-21,54)	0,0544*** (5,1)	0,203*** (26,08)
Urbain	-0,150*** (-4,97)	0,0622* (1,75)	-0,060 (-0,43)	0,223*** (2,69)
Constante	0,227 (1,43)	-1,921*y** (-10,30)	-7,407*** (-9,38)	-8,082*** (-16,54)
Observations	39 009			

Standard errors in parentheses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

Les résultats des estimations présentés dans le tableau 4 indiquent que les migrants de retour sont plus souvent en activité dans le secteur agricole que les non migrants lorsque sont pris en compte un certain nombre de caractéristiques observables. Or, de façon générale, l'agriculture demeure en Afrique, un secteur à très faible productivité¹ et de nombreux jeunes migrent des campagnes vers les villes ou l'étranger pour échapper aux dures conditions de travail qui prévalent dans ce secteur. Que les migrants s'orientent majoritairement vers ce secteur pourrait donc traduire les difficultés d'insertion dans les autres secteurs. A moins que les migrants de retour n'investissent les rares niches de productivités qui existent dans l'agriculture (maraîchage, agriculture périurbaine, agriculture irriguée de la zone Office du Niger). Nous examinerons plus loin cette hypothèse à travers l'analyse des revenus.

Dans une seconde spécification, nous tenons compte du pays de provenance des migrants de retour (Tableau 5). Il en ressort que les migrants venant de la Côte d'Ivoire et d'un autre pays de la CEDEAO ont le plus de chance d'être actifs dans le secteur agricole que les non migrants. A l'autre extrémité, ceux en provenance des pays d'Europe et d'Amérique ont une probabilité plus faible de travailler dans les secteurs agricole et informel que les non migrants. Ils ont en revanche une probabilité plus élevée de travailler dans le secteur formel privé.

¹A l'exception des zones de culture irriguées mais qui n'occupent qu'une faible part de la population active.

Tableau 5 :
Régression logistique multinomiale de l'impact de l'origine migratoire sur le choix d'allocation sectorielle (ref=sans activité), ensemble des sexes

Variables	(1)Agricole	(2)Informel non agricole	(3)Formel privé	(4)Formel public
Retour de				
Côte d'Ivoire	0,425*** (5,93)	0,079 (0,94)	-0,033 (-0,12)	-0,317 (-1,60)
Autre CEDEAO	0,264*** (2,71)	-0,232** (-1,97)	0,003 (0,01)	-0,055 (-0,23)
Autre Afrique	0,043 (0,36)	0,015 (0,12)	-0,261 (-0,76)	0,067 (-0,310)
Europe/Amérique	-1,293*** (-5,41)	-0,866*** (-3,14)	0,625* (1,66)	-0,188 (-0,52)
Reste du monde	-0,289 (-0,91)	-0,624* (-1,82)	-0,967 (-0,92)	-1,072 (-1,50)
Féminin	-1,277*** (-32,10)	-0,564*** (-13,00)	-1,581*** (-8,80)	-0,771*** (-6,97)
Age	0,106*** (23,03)	0,165*** (28,11)	0,278*** (10,59)	0,303*** (16,94)
Age ²	-0,00135*** (-27,54)	-0,00203*** (-30,63)	-0,00351*** (-11,18)	-0,00356*** (-16,97)
Années d'éducation	-0,286*** (-53,85)	-0,0885*** (-20,25)	0,0529*** (4,90)	0,204*** (25,88)
Urbain	-0,124*** (-4,05)	0,0648* (1,78)	-0,0172 (-0,12)	0,238*** (2,82)
Constante	0,281* (1,74)	-2,050*** (-10,71)	-7,979*** (-9,85)	-8,155*** (-16,43)
Observations	38 063			

*Standard errors in parentheses*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1.*

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

Quand on effectue les estimations par sexe (Tableau 6), il ressort que le statut migratoire est discriminant tant pour les femmes que pour les hommes mais n'agit pas toujours dans le même sens. Pour les deux sexes, le retour de Côte d'Ivoire est associé à une probabilité plus élevée de travailler dans le secteur agricole et pour les femmes s'ajoute une probabilité plus élevée de travailler dans le secteur informel. Pour les migrants de retour d'un pays d'Europe ou d'Amérique, la probabilité de travailler dans les secteurs agricole et informel est réduite pour les hommes tandis que pour les femmes, la probabilité de travailler dans le secteur privé formel est augmentée.

En résumé, si l'on s'en tient au secteur d'activité, l'expérience migratoire ne semble pas constituer un atout puisque les migrants de retour, en particulier les hommes, rencontrent plus de difficultés à s'insérer dans les secteurs potentiellement les plus rémunérateurs. Mais comme nous l'avons souligné, même s'ils sont majoritairement présents dans les

secteurs globalement peu productifs, ils pourraient, du fait de leur expérience hors des frontières nationales, y occuper des niches. D'où l'importance de compléter l'analyse de l'orientation sectorielle par celles des revenus d'activité.

Tableau 6 :

Régression logistique multinomiale de l'impact de l'origine migratoire sur le choix d'allocation sectorielle (ref=sans activité), par sexe

	Hommes				Femmes			
	(1) Agricole	(2) Informel non agricole	(3) Formel privé	(4) Formel public	(1) Agricole	(2) Informel non agricole	(3) Formel privé	(4) Formel public
Retour de								
Côte d'Ivoire	0,609*** (6,04)	-0,080 (-0,68)	-0,023 (-0,09)	-0,438** (-1,96)	0,238** (2,14)	0,448*** (3,50)	-13,960 (-0,01)	-0,065 (-0,15)
Autre CEDEAO	0,318** -2,240	-0,256 (-1,50)	-0,105 (-0,28)	-0,193 (-0,68)	0,125 (0,78)	-0,124 (-0,70)	0,533 (0,51)	0,074 -0,15
Autre Afrique	0,192 -1,230	-0,039 (-0,23)	-0,373 (-1,00)	0,070 (0,29)	-0,408* (-1,80)	-0,121 (-0,54)	0,371 (0,36)	-0,944 (-1,24)
Europe/Amérique	-1,373*** (-5,21)	-1,323*** (-3,97)	0,051 (0,12)	-0,537 (-1,31)	0,431 (0,64)	0,400 (0,72)	2,329*** (3,06)	0,634 (0,87)
Reste du monde	-0,228 (-0,54)	-0,479 (-1,07)	-14,510 (-0,02)	-0,721 (-0,98)	0,060 (0,11)	-1,040 (-1,61)	1,206 (1,12)	-21,040 (-0,00)
Age	0,126*** (15,24)	0,241*** (23,36)	0,329*** (10,58)	0,352*** (15,25)	0,075*** (12,64)	0,097*** (13,46)	0,195*** (3,30)	0,216*** (7,07)
Age ²	-0,002*** (-21,00)	-0,003*** (-27,26)	-0,004*** (-11,54)	-0,004*** (-16,22)	-0,001*** (-14,47)	-0,001*** (-14,38)	-0,002*** (-3,30)	-0,002*** (-6,09)
Années d'éducation	-0,296*** (-44,85)	-0,111*** (-18,39)	0,019 (1,59)	0,133*** (14,41)	-0,276*** (-29,47)	-0,078*** (-11,73)	0,096*** (3,86)	0,344*** (21,49)
Urbain	-0,202*** (-4,06)	0,109* (1,86)	-0,099 (-0,62)	0,331*** (3,27)	-0,044 (-1,09)	0,009 (0,18)	0,374 (1,08)	-0,106 (-0,64)
Constante	0,191 (0,65)	-3,733*** (-10,56)	-8,802*** (-8,25)	-8,614*** (-12,20)	-0,851*** (-3,82)	-1,344*** (-5,65)	-7,473*** (-5,21)	-8,720*** (-10,88)
Observations	18,468				20,541			

Standard errors in parentheses *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

L'impact de l'expérience migratoire sur les revenus d'activité

Dans cette section, nous analysons dans un premier temps l'impact de la migration sur les revenus d'activité, sans distinction des secteurs d'activités. Ensuite, dans une seconde partie, nous effectuons des analyses séparées par secteur, afin d'identifier d'éventuelles différenciations de l'influence du statut migratoire selon le secteur. Par ailleurs, comme discuté dans la partie méthodologique, estimer l'influence de l'expérience migratoire sur les revenus directement par des MCO peut conduire à des résultats biaisés à cause de l'auto-sélection des individus dans les différents secteurs du marché du travail. Afin de corriger les biais liés à cette sélection, nous recourons soit à la méthode d'Heckman quand on estime une équation unique pour tous les secteurs, soit à la méthode Durbin-

McFadden quand on estime les équations de revenu par secteur d'activités. Avant de procéder à l'interprétation des résultats proprement dits, il convient de discuter de prime abord de l'apport concret de la correction de l'auto-sélection par rapport à une estimation MCO simple.

La qualité de la correction de la sélection dépend, avant tout, des variables d'identification utilisées. Dans cette étude, nous avons recours au statut matrimonial et au lien de parenté avec le chef de ménage. Il s'agit de variables qui n'ont en elles-mêmes, pas d'influence directe sur la productivité mais qui peuvent jouer sur l'offre de travail et sur le secteur d'activité vers lequel s'oriente l'individu. Les équations de premières étapes (tableau 7) montrent que ces variables jouent un rôle significatif sur le fait d'exercer une activité rémunérée.

Tableau 7 :

Impact de l'état matrimonial et du lien de parenté avec le chef de ménage sur la probabilité d'exercer une activité rémunérée.

	Ensemble	Hommes	Femmes
Célibataire	0,109*** (2,86)	0,250*** (2,98)	0,0134 (0,27)
Marié	0,210*** (6,74)	0,260*** (3,29)	0,112*** (2,83)
Conjoint	-0,943*** (-33,11)	-0,658*** (-2,97)	-0,575*** (-9,43)
Enfant	-1,055*** (-37,63)	-1,030*** (-30,93)	-0,813*** (-11,76)
Autre parent	-0,999*** (-41,23)	-1,043*** (-34,48)	-0,656*** (-10,97)
Non apparenté	-1,023*** (-24,14)	-0,941*** (-15,38)	-0,847*** (-11,33)
Constante	-0,925*** (-11,58)	-1,338*** (-10,03)	-0,916*** (-8,38)
Athrho	-0,451*** (-13,64)	-0,449*** (-10,62)	-0,131 (-1,34)
N	39304	18577	20727

t statistics in parentheses, * $p < 0.10$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$.

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

Pour ce qui est du statut matrimonial, toutes choses égales par ailleurs, les mariés sont ceux qui ont le plus souvent une activité rémunérée et, ceci, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Ils sont suivis des célibataires mais seulement chez les hommes, alors que les divorcés/veufs, etc. (catégorie de référence) constituent les catégories qui exercent moins souvent une activité rémunérée. Quant au lien de parenté avec le chef de ménage, comme attendu, les chefs de ménages sont le plus souvent ceux exerçant une activité rémunérée. Toutes les autres catégories de membres, à savoir les conjoints, les enfants, les autres membres, apparentés ou non au chef de ménages, sont de loin

moins souvent actifs rémunérés. Cette configuration est valable aussi bien chez les hommes que chez les femmes, même si chez ces dernières les différences entre statuts dans le ménage sont un peu moindres que chez les hommes. In fine, les variables mobilisées pour l'identification constituent, empiriquement, des déterminants significatifs de la sélection dans l'activité rémunérée.

Par ailleurs, l'examen de l'inverse du ratio de Mill (rho) montre que pour le modèle d'ensemble des deux sexes et pour le modèle des hommes, rho est statistiquement significatif et négatif. Autrement dit, les facteurs inobservables qui tendent à favoriser l'exercice d'une activité rémunérée, jouent

négativement sur les revenus salariaux, et vice-versa. Cette structure de corrélation est compatible avec l'hypothèse d'un "chômage de luxe" i.e. ceux qui ont la plus grande probabilité de ne pas travailler auraient eu des revenus plus élevés. Inversement, ceux qui sont potentiellement des "travailleurs pauvres" ont le plus de chance de travailler. Quand on estime les modèles selon le sexe, c'est uniquement chez les hommes que la sélection mesurée par rho est statistiquement significative. Chez les femmes, par contre, certes rho demeure négatif mais n'est pas statistiquement significatif.

En conclusion, si on peut, dans une certaine mesure, se passer de la prise en compte de la sélection chez les femmes, on est obligé d'en tenir compte chez les hommes et pour les modèles d'ensemble. Par souci d'uniformité, nous

corrigerons la sélection dans tous les modèles, même si les estimations OLS et Heckman sont proches lorsque l'effet de sélection est faible et statistiquement non significatif.

Il ressort du modèle d'ensemble (tableau 8) que, sur les cinq catégories de migrants de retour selon le lieu de provenance (Côte d'Ivoire, autres pays de la CEDEAO, autres pays africain, Europe/Amérique, reste du monde), trois ont des rémunérations très significativement inférieures à celles des non migrants sur le marché du travail. Il s'agit de migrants de retour des pays de la Côte d'Ivoire, des autres pays de la CEDEAO, des autres pays africains et du reste du monde hors Europe/Amérique. Seuls ceux en provenance des pays Européens sont rémunérés aussi bien que les natifs.

Tableau 8 :
Impact de l'origine migratoire sur la rémunération du travail (log du salaire journalier; MCO et Heckman avec contrôle de la sélection), par sexe

	Ensemble		Hommes		Femmes	
	MCO	Heckman	MCO	Heckman	MCO	Heckman
Retour de						
Côte d'Ivoire	-0,015 (-0,46)	-0,0579* (-1,80)	-0,0846** (-2,23)	-0,111*** (-3,03)	-0,024 (-0,41)	-0,073 (-1,17)
Autre CEDEAO	-0,172*** (-3,88)	-0,193*** (-3,93)	-0,290*** (-6,06)	-0,318*** (-5,79)	0,108 (0,91)	0,128 (1,1)
Autre Afrique	-0,120** (-2,19)	-0,129** (-2,37)	-0,149** (-2,44)	-0,156*** (-2,59)	-0,085 (-0,66)	-0,115 (-0,91)
Europe/Amérique	-0,109 (-0,76)	-0,067 (-0,52)	-0,247* (-1,72)	-0,198 (-1,35)	0,185 (0,57)	0,226 (0,87)
Reste du monde	-0,320** (-2,29)	-0,350** (-2,19)	-0,380** (-2,28)	-0,385** (-2,07)	-0,240 (-0,93)	-0,286 (-0,92)
Féminin	-0,661*** (-37,24)	-0,675*** (-36,80)	0,000 (.)	0,000 (.)	0,000 (.)	0,000 (.)
Age	0,0139*** (5,56)	0,003 (0,90)	0,0285*** (8,21)	0,0100** (2,12)	0,00588* (1,67)	-0,002 (-0,42)
Age ²	-0,00009*** (-3,16)	0,000 (-0,16)	-0,0002*** (-5,26)	0,000 (-1,59)	0,000 (-1,46)	0,000 (0,24)
Années d'éducation	0,0358*** (12,9)	0,0346*** (12,66)	0,0316*** (9,61)	0,0294*** (8,84)	0,0438*** (8,96)	0,0427*** (8,83)
Urbain	-0,0530*** (-2,72)	-0,0451** (-2,34)	-0,036 (-1,34)	-0,031 (-1,16)	-0,0807*** (-2,89)	-0,0676** (-2,44)
Constante	6,702*** (109,1)	7,201*** (62,19)	6,199*** (74,23)	6,974*** (43,91)	6,343*** (74,84)	6,712*** (47,56)
N	13271	38307	7172	18165	6099	20142

*t statistics in parentheses, * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01*

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

Comme souligné dans la littérature, deux facteurs aux effets opposés peuvent expliquer les différences entre migrants de retour et non migrants sur le marché du travail des pays en développement. Le premier facteur est lié au fait que lorsque

l'expérience migratoire a lieu dans un pays avec un niveau de productivité élevé, cette expérience migratoire peut permettre au migrant, une fois de retour dans son pays d'être plus productif à caractéristiques observables égales. A l'inverse, les

migrants, durant leur absence du pays, perdent aussi bien en termes de capital social que de la connaissance de l'environnement du marché du travail local. Un autre aspect est que la productivité des activités agricoles est liée à la qualité de la terre. Etant donné la relative rigidité des modes d'accès à la terre et les tensions qui existent sur le foncier rural, il est possible que les migrants de retour soient défavorisés par rapport aux non migrants. Il se pourrait que dans le cas des migrants maliens de retour, ce soit ce second effet qui domine, d'où l'impact globalement négatif de l'expérience migratoire.

On se serait néanmoins attendu à ce que, de par le différentiel de productivité qui existe entre le Mali et les pays hors Afrique (essentiellement l'Europe et les Etats-Unis), les migrants ayant séjourné ailleurs qu'en Afrique soient nettement plus rémunérés que les natifs ou les autres catégories. Il semble que cela ne soit pas le cas à ce niveau de l'analyse. L'estimation des équations de gain par secteur d'activité permettra d'approfondir cette question.

L'impact de la migration sur la rémunération du travail apparaît très différent chez les hommes et chez les femmes. Pour ces dernières, quelle qu'en soit la provenance, l'expérience migratoire ne semble pas jouer de rôle significatif sur le niveau de rémunération. Chez les hommes en revanche, l'expérience migratoire a bien plus d'influence sur la rémunération du travail. De façon générale, les migrants subissent une perte de rémunération qui varie de -11% pour ceux de retour de Côte d'Ivoire à -38% pour ceux originaires du reste du monde. Les migrants de retour des pays africains CEDEAO hors Côte d'Ivoire subissent également une perte très significative (-32%). Seuls les migrants en provenance des pays non africains semblent ne pas être statistiquement différents des non migrants, malgré un coefficient pourtant important (-20%). In fine, le résultat observé pour l'ensemble des sexes s'explique principalement par l'effet de la migration chez les hommes.

L'influence du statut migratoire sur les revenus d'activité par secteur d'activité.

Dans l'analyse précédente, nous avons considéré indifféremment l'ensemble des secteurs d'activité. Si l'intérêt d'une telle analyse est qu'elle permet d'avoir un aperçu général de l'influence de la migration sur les revenus, elle ne permet pas de cerner un potentiel effet différentiel de la migration selon le secteur d'activité. Autrement dit, les migrants de retour pourraient avoir une productivité élevée dans certains secteurs d'activité, mais pas dans d'autres. Avant de procéder à l'interprétation substantive des résultats, il convient, comme dans la partie précédente, de mesurer l'importance de la sélection et son impact sur les résultats.

Dans cette partie, nous estimons une équation de gain pour chaque secteur d'activité, en tenant compte de l'auto-sélection dans ce secteur. Comme souligné dans la partie méthodologique, nous avons eu recours à la méthode de Durbin-McFadden qui est une généralisation de la méthode d'Heckman en cas de sélection multiple. Cette méthode implémentée sous STATA par Bourguignon et al. (2007) repose sur la modélisation de l'équation de première étape à travers un modèle logit multinomial, avec les mêmes variables d'identification que précédemment, à savoir le statut matrimonial et le lien de parenté avec le chef de ménage. Il ressort des estimations que, d'une part, ces variables permettent de bien expliquer l'orientation sectorielle (tableaux 9 et 10) et, d'autre part, que la sélection ne doit pas être ignorée (tableau 11). En effet, dans l'estimation de l'équation de gain de chaque secteur, le modèle ajoute aux variables indépendantes, des termes d'erreur de l'équation d'intérêt et de la sélection dans chaque secteur. Sur 20 coefficients de corrélations, 10 sont statistiquement significatifs. En outre pour trois sur les quatre équations de gain sectorielle, au moins un rho sur quatre est significatif. Comme précédemment, nous interprétons donc ci-dessous uniquement les modèles avec contrôle de sélection.

Tableau 9 :

Impact de l'état matrimonial et du lien de parenté avec le chef de ménage sur l'orientation sectorielle des actifs, ensemble des sexes.

Variables	(1) Agricole	(2) Informel non agricole	(3) Formel privé	(4) Formel public
Célibataire	0,355*** (3,84)	-0,161* (-1,85)	0,775 (1,22)	0,097 (0,34)
Marié	0,691*** (9,62)	-0,240*** (-3,36)	1,253** (2,09)	0,109 (0,43)
Conjoint	-2,019*** (-31,41)	-1,081*** (-16,63)	-1,687*** (-5,72)	-1,128*** (-6,01)
Enfant	-1,947*** (-31,11)	-1,628*** (-24,79)	-2,036*** (-9,26)	-1,663*** (-10,61)
Autre parent	-1,805*** (-34,21)	-1,541*** (-27,24)	-1,529*** (-8,56)	-1,732*** (-11,78)
Autre non parent	-3,034*** (-23,82)	-1,135*** (-12,39)	-2,653*** (-3,63)	-0,722*** (-2,94)
Constante	-4,766*** (-19,92)	-2,310*** (-11,49)	-7,216*** (-7,44)	-9,356*** (-15,04)
Observations	38 063			

Erreurs standards entre parenthèses, *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

Tableau 10 :

Impact de l'état matrimonial et du lien de parenté avec le chef de ménage sur l'orientation sectorielle des actifs (modèle par sexe, contrôle du statut migratoire, du niveau d'éducation, de l'âge, du milieu de résidence, de la religion et de la région de résidence) par sexe

	(1) Agricole	(2) Informel non agricole	(3) Formel privé	(4) Formel public	(1) Agricole	(2) Informel non agricole	(3) Formel privé	(4) Formel public
Célibataire	0,576*** (3,01)	0,179 (0,91)	0,818 (0,79)	0,155 (0,33)	0,034 (0,27)	-0,168 (-1,52)	0,512 (0,57)	0,096 (0,21)
Marié	0,622*** (3,50)	-0,004 (-0,02)	1,262 (1,24)	0,214 (0,48)	0,547*** (6,03)	-0,295*** (-3,25)	0,847 (1,01)	-0,036 (-0,09)
Conjoint	-1,304*** (-3,05)	-1,389** (-2,18)	-14,610 (-0,01)	-0,033 (-0,04)	-0,983*** (-6,30)	-0,739*** (-6,12)	-1,253* (-1,79)	-1,199*** (-3,28)
Enfant	-1,901*** (-26,67)	-1,627*** (-20,81)	-2,101*** (-8,91)	-1,698*** (-10,03)	-1,075*** (-5,73)	-1,417*** (-10,09)	-1,769** (-2,21)	-2,045*** (-4,92)
Autre parent	-2,000*** (-31,27)	-1,562*** (-21,79)	-1,481*** (-7,90)	-1,615*** (-10,03)	-0,731*** (-4,81)	-1,295*** (-11,28)	-1,499** (-2,14)	-2,261*** (-5,94)
Autre non parent	-2,433*** (-14,37)	-1,134*** (-8,26)	-2,842*** (-2,79)	-0,846*** (-2,89)	-2,698*** (-11,80)	-0,882*** (-5,94)	-2,040* (-1,65)	-0,488 (-0,94)
Constante	-4,756*** (-13,56)	-3,565*** (-10,35)	-8,147*** (-5,97)	-9,076*** (-11,33)	-6,074*** (-14,72)	-1,837*** (-7,08)	-6,105*** (-3,84)	-11,10*** (-9,77)
Observations	18 630				20 699			

Erreurs standards entre parenthèses, *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

De l'estimation de l'équation de gain par secteur d'activité (tableau 11), il ressort que le profil des rendements des expériences migratoires est très variable d'un secteur à l'autre. Quand les migrants de retour s'orientent vers l'agriculture, ils sont en général moins productifs que les non migrants, quelle que soit leur origine migratoire, et cette faible productivité est d'autant plus importante que

le migrant vient d'une région lointaine. Ainsi, alors que les migrants en provenance de Côte d'Ivoire gagnent environ 16% de moins que les non migrants, ceux en provenance d'autres pays de la CEDEAO gagnent 29% en moins, ceux de retour d'un autre pays africain 26% en moins et ceux du reste du monde (hors Europe/Amérique) 40% en moins.

Tableau 11 :

Impact de l'origine migratoire sur la rémunération du travail par secteur (log du salaire journalier; Durbin McFadden-2 avec contrôle de la sélectivité), effets fixes régions

	(1) Agricole	(2) Informel non agricole	(3) Formel privé	(4) Formel public
Retour de				
Côte d'Ivoire	-0,157*** (-3,85)	-0,212*** (-3,67)	0,057 (0,20)	0,017 (0,11)
Autre CEDEAO	-0,293*** (-5,11)	-0,149 (-1,53)	0,347 (0,78)	0,094 (0,50)
Autre Afrique	-0,266*** (-3,71)	0,003 (0,03)	-0,124 (-0,36)	0,093 (-0,620)
Europe/Amérique	0,150	-0,060	0,237	0,629**
Reste du Monde	-0,590 -0,429** (-1,97)	(-0,18) 0,032 (0,14)	(0,49) 0,052 (0,05)	-2,100 -0,040 (-0,06)
Féminin	-0,730*** (-19,58)	-0,497*** (-13,73)	-0,023 (-0,09)	0,214** -2,280
Age	-0,0117** (-2,31)	0,006 (0,90)	-0,005 (-0,12)	-0,033 (-1,43)
Age ²	0,000168*** (3,09)	0,000 (-1,13)	0,000 (0,16)	0,000 (1,51)
Années d'éducation	0,0523*** (4,84)	0,0368*** (5,80)	0,0570* (1,69)	-0,0557* (-1,92)
Urbain	-0,112*** (-4,11)	0,033 (0,97)	-0,233 (-1,12)	-0,020 (-0,26)
Termes corrigéant de la sélectivité				
_m0	0,518*** (3,60)	0,358*** (2,71)	-0,213 (-0,26)	0,325 (1,20)
_m1	-0,420*** (-5,62)	-0,385** (-2,25)	-0,913 (-0,99)	0,528 (1,30)
_m2	-0,567* (-1,72)	-0,146 (-1,63)	-0,868 (-0,70)	1,803*** (2,92)
_m3	9,300*** (3,80)	2,003** (2,49)	0,111 (0,26)	-0,311 (-0,38)
_m4	-0,284 (-0,26)	-1,282*** (-3,76)	-1,723 (-1,26)	-0,683*** (-2,87)
Constante	8,539*** (27,81)	7,528*** (30,91)	6,241*** (3,81)	11,22*** (9,23)
N	7112	5421	301	700

Erreurs standards entre parenthèses, *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

Le secteur agricole malien, qui occupe encore trois quarts des actifs, souffre, comme dans beaucoup de pays africains, d'un déficit de productivité, dont témoignent d'une part la faiblesse des revenus des agriculteurs (il ressort ainsi de l'enquête que le revenu moyen des agriculteurs est de 35 900 FCFA

contre 34 300 FCFA pour les actifs du secteur informel non agricole et 57 400 FCFA pour ceux du secteur formel) et d'autre part la prévalence de la pauvreté dans les ménages agricole (51,1 % des ménages ruraux vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2011 d'après les données de l'EMOP).

On aurait pu espérer que les migrants, de par leur expérience sous d'autres cieux, puissent constituer des agents innovateurs et contribuer à sortir l'agriculture de la trappe à faible productivité. Nos analyses montrent clairement que tel n'est pas le cas et que l'expérience acquise à l'extérieur n'est pas valorisable dans le secteur agricole. Les chiffres obtenus apparaissent néanmoins surprenants dans leur taille et pourraient être expliqués par les difficultés d'accès à la terre évoquées plus haut. On pourrait notamment envisager que plus le migrant est parti « loin », plus ses droits d'accès à la terre se sont affaiblis, et plus sa productivité dans le secteur agricole en souffre. On est donc loin d'une situation où les migrants de retour occuperaient des « niches » de productivité.

Si les migrants sont défavorisés dans le secteur agricole, leur situation n'apparaît pas beaucoup plus favorable dans le secteur informel, du moins pour les migrants de retour de Côte d'Ivoire qui souffrent d'une « perte » de productivité de 21% par rapport aux non migrants du secteur. Pour les autres provenances, les coefficients du secteur informel montrent que les migrants y ont quasiment les mêmes rémunérations que les migrants puisqu'aucun coefficient de régression n'est statistiquement significatif. Quelle que soit leur provenance, les migrants de retour ne se distinguent pas le secteur formel privé par rapport aux non migrants. Dans le secteur formel public, seuls les migrants de retour d'Europe ou d'Amérique enregistrent une prime très significative d'environ 63% de plus que les non migrants. En dehors de cette catégorie, les autres migrants ne se distinguent pas statistiquement des non migrants. Le fait que les migrants en provenance d'Europe ou d'Amérique s'en sortent mieux sur le marché du travail formel pourrait s'expliquer par le fait que parmi eux, se trouvent un certain nombre de personnes qui ont justement migré afin de suivre une formation ou de poursuivre leur formation dans de bien meilleures conditions que ceux restés sur place. Une fois de retour, leur formation peut constituer un signal positif à l'intention des grandes entreprises et des institutions internationales ou nationales qui recrutent. Un autre résultat frappant est le fait que les femmes sont mieux rémunérées que les hommes dans le secteur formel public, une fois pris en compte l'effet de sélection alors que, dans les secteurs informel et agricole, elles sont défavorisées, quelle que soit la spécification retenue. Il est donc intéressant de procéder aux estimations par sexe afin d'approfondir ce constat.

Quand on procède aux estimations par sexe (tableau 12), il ressort chez les hommes quasiment les mêmes profils que dans l'ensemble : à savoir un effet négatif de la migration sur les rendements dans le secteur agricole quelle que soit la provenance du migrant, une absence d'effet

significatif dans le secteur informel à part pour les migrants de retour d'un pays de la CEDEAO hors Côte d'Ivoire. Chez les femmes, le modèle ne permet pas d'estimer tous les coefficients mais la configuration de l'impact de la migration sur la rémunération du apparaît très différente. En effet, l'impact de la migration apparaît soit nul soit positif pour certaines provenances dans certains secteurs. Ainsi, les migrantes de retour d'un pays de la CEDEAO hors Côte d'Ivoire enregistre un « gain » supérieur de près de 70% par rapport aux non migrantes. Dans le secteur informel, ce sont les migrantes de retour d'un pays africain hors CEDEAO qui enregistre un gain significatif par rapport aux non migrantes. Enfin, dans le secteur privé formel, les migrantes de retour d'Europe/Amérique enregistre des gains 5 fois supérieurs aux non migrantes. Cette estimation doit néanmoins être prise avec précaution car elle repose sur un échantillon très petit d'observations : seules 56 femmes ont des gains du secteur privé formel et seules 2 d'entre elles reviennent d'un pays d'Europe ou d'Amérique.

Comme nous l'avons souligné plus haut, être migrant hors Afrique peut constituer un signal positif sur le marché du travail. Mais au-delà de l'effet "signal", les Maliennes qui partent se former à l'extérieur peuvent être plus performantes que celles restées au pays, même à niveau d'éducation identique. Bien évidemment, cette explication ne vaut que pour le secteur formel puisque, dans le secteur agricole, les estimations soit ne permettent pas de conclure à une différence de rendement (pour celles en provenance des pays hors Afrique ou des autres pays de la CEDEAO), soit conduisent à conclure à l'existence d'un rendement plus faible (pour les migrantes en provenance de la Côte d'Ivoire ou d'autres pays africains).

Tableau 12 :

Impact de l'origine migratoire sur la rémunération du travail par secteur et sexe (log du salaire journalier; Durbin McFadden-2 avec contrôle de la sélectivité)

	Hommes				Femmes			
	(1) Agricole	(2) Informel	(3) Privé	(4) Public	(1) Agricole	(2) Informel	(3) Privé	(4) Public
Retour de								
Côte d'Ivoire	-0,293*** (-4,55)	-0,087 (-1,10)	0,215 (-0,690)	-0,109 (-0,54)	0,000 (.)	0,000 (.)	0,000 (.)	0,000 (.)
Autre CEDEAO	-0,488*** (-6,01)	-0,209* (-1,79)	0,583 (1,00)	0,241 (1,08)	0,694*** (2,92)	-0,057 (-0,30)	1,231 (0,66)	0,090 (0,08)
Autre Afrique	-0,197** (-2,45)	-0,099 (-0,98)	-0,114 (-0,32)	0,018 (0,12)	-0,095 (-0,52)	0,799*** (2,70)	3,640 (1,38)	0,000 (.)
Europe/Amérique	-0,244 (-1,00)	-0,309 (-1,03)	0,030 (0,06)	0,288 (0,73)	0,582 (0,87)	-0,246 (-0,28)	5,016** (2,08)	0,000 (.)
Reste du Monde	-0,499* (-1,68)	-0,209 (-0,69)	0,000 (.)	0,046 (-0,070)	0,000 (.)	0,000 (.)	0,000 (.)	0,000 (.)
Age	0,002 (0,25)	0,009 (0,79)	-0,035 (-0,64)	-0,030 (-1,04)	-0,018 (-1,51)	0,005 (0,47)	-0,012 (-0,08)	-0,184** (-2,31)
Age ²	0,000 (0,06)	0,000 (-0,85)	0,000 (0,73)	0,000 (1,11)	0,000 (1,58)	0,000 (-0,60)	-0,001 (-0,28)	0,00251** (-2,530)
Années d'éducation	0,0521*** (3,68)	0,0262*** (3,03)	0,011 (0,28)	-0,0635* (-1,77)	0,030 (1,02)	0,0405*** (2,61)	0,472** (2,29)	-0,066 (-0,55)
Urbain	0,039 (0,80)	-0,016 (-0,34)	-0,214 (-0,90)	-0,061 (-0,68)	-0,196*** (-3,88)	-0,015 (-0,27)	-0,703 (-0,59)	0,130 (0,56)
Termes corrigeant de la sélectivité								
_m0	0,247 (1,47)	0,123 (1,12)	-0,494 (-0,65)	0,062 (0,16)	1,282*** (2,66)	0,337 (0,80)	-4,935 (-0,71)	-1,018 (-0,61)
_m1	-0,659*** (-6,68)	-0,365* (-1,84)	0,030 (0,03)	0,374 (0,72)	0,038 (0,18)	0,634 (1,33)	-25,96** (-2,13)	0,781 (0,30)
_m2	1,764** (2,26)	-0,268** (-2,15)	-0,941 (-0,66)	2,002** (2,37)	-1,060 (-1,32)	-0,017 (-0,11)	-14,07* (-1,96)	1,725 (0,61)
_m3	4,277 (1,64)	1,250* (1,84)	0,072 (0,14)	0,042 (0,04)	6,770 (0,31)	12,25** (2,41)	3,120 (1,21)	-22,980 (-1,57)
_m4	-2,685* (-1,67)	-1,061** (-2,38)	-3,022* (-1,79)	-0,963*** (-2,93)	-13,260 (-0,59)	-2,151* (-1,80)	-3,159 (-0,53)	-0,281 (-0,37)
Constante	9,379*** (19,98)	7,230*** (20,55)	7,011*** (3,48)	11,78*** (7,27)	7,263*** (5,44)	7,501*** (18,33)	-10,310 (-0,94)	11,12*** (3,03)

Erreurs standards entre parenthèses, *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$

Note : Le modèle inclut comme autres variables de contrôle : la région de résidence, la religion, des indicatrices concernant le statut marital, des indicatrices concernant le lien avec le chef de ménage.

Conclusion

Du fait de l'importance du phénomène migratoire, l'analyse de ses effets sur les pays d'origine et de destination a été l'objet de nombreux travaux. Parmi les questions d'intérêt, celle du devenir des migrants de retour constitue une des dimensions par lesquelles la migration est susceptible d'affecter les pays d'origine. Dans le cas du Mali, peu d'études existent sur cette question et la caractérisation des migrants de retour et de leur impact sur le marché de travail demeure incomplète. L'objectif de cet article est donc de pallier ces insuffisances en mobilisant des données de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) pour analyser l'insertion des migrants de retour sur le marché du travail.

Plus spécifiquement, nous avons abordé le problème de l'insertion sur le marché du travail sous deux angles : celui du choix sectoriel d'occupation, tout d'abord, et celui de la rémunération, dans un second temps. Dans le deuxième cas, l'analyse s'est appuyée sur des méthodes économétriques avancées, permettant de prendre en compte la sélection des individus dans différents secteurs. Mais nos données ne permettent pas d'adresser la question de la sélection sur des inobservables des migrants qui rentrent.

Les résultats de nos analyses indiquent que les migrants de retour ne semblent pas bénéficier d'une situation particulièrement favorable sur le marché du travail. Du point de vue de l'allocation sectorielle, ils ont une probabilité plus forte de travailler dans le secteur agricole à caractéristiques observables données. Par ailleurs, ils ne bénéficient pas de prime de rémunération : au contraire, ils sont moins bien rémunérés à caractéristiques identiques. Une analyse au niveau sectoriel et par sexe montre néanmoins que les hommes migrants de retour d'un pays de la CEDEAO et les femmes migrantes de retour d'un pays de l'OCDE bénéficient d'une prime salariale dans le secteur formel. Ce résultat pourrait notamment s'expliquer par la rémunération de caractéristiques non observables telles que la qualité de l'éducation ou la motivation.

La question de la sélection des migrants de retour aux deux étapes clés que constituent les décisions de départ puis de retour est uniquement abordée ici en termes de caractéristiques observables. La prise en compte des caractéristiques inobservables (motivation, capacités non cognitives...) supposerait de pouvoir disposer d'instruments adéquats permettant de contrôler les biais potentiels. Les données disponibles ne permettent malheureusement pas de disposer de tels instruments afin de traiter cette dimension du problème de la sélection de manière suffisamment convaincante. Cet approfondissement a donc été

reporté à des travaux futurs si les données le permettent. Malgré ces limites, la portée politique des résultats mis en évidence dans cette étude est loin d'être négligeable : dans le domaine de l'emploi, les migrants de retour, peut-être parce qu'il s'agit de ceux dont le projet migratoire a tourné court, s'en sortent en général moins bien que les non migrants. Compte tenu du fait qu'ils constituent quand même d'une frange non négligeable de la population active (près de 10%), il est urgent que les pouvoirs publics repensent la politique d'accueil et de réintégration de la diaspora malienne.

Références bibliographiques

- Agunias D. R. (2006)**, « From a zero sum to a win win scenario?: Literature Review on Circular Migration », Migration Policy Institute, Washington DC 20036, www.migrationpolicy.org.
- Arowolo O. (2000)**, « Return Migration and the Problem of Reintegration », *International Migration*, Vol. 38 n°5.
- Banque Mondiale (2013)**, « Migration and Remittance Flows: Recent Trends and Outlook, 2013-2016 » <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief21.pdf>.
- Barrett A. et Goggin J. (2010)**, « Returning to the Question of a Wage Premium for Returning Migrants », Working Paper n° 337, ESRI.
- Black R. et Castaldo A. (2009)**, « Return Migration And Entrepreneurship In Ghana And Côte d'Ivoire: The Role Of Capital Transfers », Sussex Centre for Migration Research.
- Borjas G. et Bratsberg B. (1996)**, « Who leaves? The out-Migration of the Foreign-Born », *The Review of Economics and Statistics*, 78(1), pp.165-176.
- Bourguignon, F., M. Fournier and M. Gurgand (2007)**, « Selection Bias Correction Based on the Multinomial Logit Model: Monte Carlo Comparisons », *Journal of Economic Surveys*, Vol. 21, pp. 174-205.
- Brydon L. (1992)**, « Ghanaian women in the process of migration », in S. Chant (ed.) *Gender and Migration in Developing countries*, London and New York, Belhaven Press, pp.73-90
- Calenda D. (2012)**, « Return Migration to Mali: Examining Definitions and Statistical Sources », CRIS analytical note 2012/02, RSCAS/EUI, Florence.
- Chauvet L. et Mercier M. (2011)**, « Migration and Elections in Mali. Does migration promote democratization in Africa? » Preliminary draft, presented at CSAE 25th Anniversary conference 2011, Economic Development in Africa.
- Co C., Gang I.-N. et Yun M.-S. (2000)**, « Returns to Returning », *Journal of Population Economics*, vol. 13, pp. 57-119.
- Collier W., Piracha M. et Randazzo T. (2011)**, « Remittances and Return Migration », IZA DP No. 6091.
- Constant, A. F. et Zimmermann, K. F. (2003)**, « Circular Movements and Time Away from the Host Country », IZA Discussion Paper 960, Bonn: Institute for the Study of Labor IZA.
- Constant, A. F. et Zimmermann, K. F. (2007)**, « Measuring Ethnic Identity and Its Impact on Economic Behavior », SOEPpapers on Multidisciplinary Panel Data Research at DIW Berlin.
- Dahl, G. B. (2002)**, « Mobility and the Returns to Education: Testing a Roy Model with Multiple Markets », *Econometrica*, 70, pp 2367-2420.
- De Coulon A. et Piracha M. (2005)**, « Self-Selection and the Performance of Return Migrants: the Source Country perspective », *Journal of Population Economics*, 18(4), pp.779-807.
- De Vreyer P., F. Gubert et A.-S. Robilliard (2013)**, « Les migrants de retour valorisent ils leur capital ? » in De Vreyer P et F. Roubaud *Les marchés urbains du travail en Afrique Subsaharienne*, pp 339-361, IRD-AFD.
- De Vreyer P., Gubert F. et Robilliard A.-S. (2009)**, « Return Migration in Western Africa : Characteristics and Labour Market Performance », Document de Travail DIAL DT/2009-06.
- Dumont J.-C. et Spielvogel G. (2008)**, « Les migrations de retour : un nouveau regard », *Perspectives des migrations internationales*, pp 181-246.
- Durbin, J. A. et McFadden, D. L. (1984)**, « An Econometric Analysis of Residential Electric Appliance Holdings and Consumption », *Econometrica*, 52(2), pp 345-362.
- Dustmann C. et Weiss Y. (2007)**, « Return Migration: Theory and Empirical Evidence », Discussion Paper Series CDP No 02/07, Centre For Research and Analysis of Migration (CRAM).
- Dustmann, C., O. Kirchkamp 2002** « The optimal migration duration and activity choice after re-migration », *Journal of Development Economics*, 67(2): 351-372
- Enchautegui M. E. (1993)**, « The value of U.S. Labor Market Experience in Home Country: The case of Puerto Rican Return Migrants », *Economic Development and Cultural Change*, 42 (1), pp 169-191.
- Jensen, P., P. J. Pedersen 2007** « To Stay or not to stay? Out-migration of immigrants from Denmark », *International Migration*, 45(5) 87-113.

- Klinthall, M. (2003)**, « Return Migration from Sweden to Chile. What happened after Pinochet? », *Lund Studies in Economic History*, no 21.
- Konaté F. O. (2010)**, « Migration féminine dans la ville de Kayes au Mali », *Hommes et migrations* n° 1286-1287/2010 p 62-73, <http://hommesmigrations.revues.org/1722>.
- Lee, L.F. (1982)**, « Some approaches to the correction of selectivity bias », *The Review of Economic Studies*, Vol. 49, n°3, pp. 355-372 (July 1982).
- Mezger Kveder, C.L. et Flahaux, M.L. (2013)** « Returning to Dakar: a mixed methods analysis of the role of migration experience for occupational status », *World Development*, 45(May 2013), pp 223-238.
- Morand (1930)**, *Magie noire*, <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/migration>.
- Nations Unies (2013)**, *Tendances des migrations internationales : mise à jour 2013*, www.un.org/fr/development/desa/news/population/migrants.html.
- Nekby, L. (2006)**, « The Emigration of immigrants, return vs. onward migration: Evidence from Sweden », *Journal of Population Economics*, 19: 197–226.
- Piracha, M. et Vadean, F. (2010)**, « Return Migration and Occupational Choice: Evidence from Albania », *World Development*, 38(8), pp 1141-1155.
- Traoré B. F. (2012)**, « La migration malienne entre crises et rapatriement en Côte d'Ivoire », *Espaces Temps.net*.
- Vijverberg P. M. W. (1993)**, « Measuring the Unidentified Parameter of the Roy Model of Selectivity, » *Journal of Econometrics*, May-June 1993, 57:1-3, pp 69-89.